



## «Pentagon Papers» ou opération de guerre psychologique

Première partie

Par [Dominique Arias](#)

Mondialisation.ca, 03 février 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#)

» *Psyop on the home-front* »

En pleine guerre médiatique, alors que nos gouvernements tentent désespérément d'enrayer la chute vertigineuse des taux d'audience de leurs principaux organes de propagande ; qu'ils peinent à endiguer l'essor inexorable des sites d'information alternatifs et des médias russes (seule alternative à l'éclairage de plus en plus ouvertement biaisé et polarisé des médias *mainstream*) ; alors que les gouvernements des pays de l'OTAN s'enlisent au Proche Orient et s'activent à mettre en place l'arsenal juridique qui permettra bientôt de faire fermer l'un après l'autre tous les médias alternatifs ou étrangers susceptible de relayer un éclairage tant soit peu contradictoire ou complémentaire de la version officielle standard de nos expéditions coloniales, voilà qu'Hollywood nous sort de son chapeau « la véritable histoire des *Pentagon Papers* » ! Et par Spielberg encore !!! « E.T. téléphone Maison-Blanche... ». Magnifique !

On nous avait déjà somptueusement rebattu les oreilles avec le mythe des courageux journalistes et reporters (US) et de leur dévotion inconditionnelle et exemplaire à la vérité et au droit des peuples à une information au-dessus de tous soupçons. Sans peur et sans reproches, ils bravent fièrement (au cinéma !) institutions, mafias et dictatures pour faire connaître à tous la vérité la plus impartiale et complète sur tout ce qui se passe de plus grave et choquant dans le monde. Et tandis qu'ils risquent leur vie pour nous, nous restons malgré tout sceptiques. Ingrats que nous sommes !

*La Déchirure*, de Laurent Joffé, en 1984 - qui néglige simplement d'évoquer les proportions ahurissantes des crimes de guerre commis au Cambodge par les USA et leurs alliés, comme cause majeure de l'ascension des Khmers Rouges, et qui néglige *a fortiori* de mentionner les quinze années de soutien militaire et diplomatique aux Khmers Rouges par les mêmes USA (sous Carter, Prix Nobel de la paix en 2002 pour l'ensemble de sa carrière, puis sous Reagan) contre les troupes vietnamiennes et cambodgiennes qui avaient renversé Pol Pot ; *l'Année de tous les dangers*, de Peter Weir (1982, avec Mel Gibson et Linda Hunt dans le rôle de Billy Kwan) ; *Under fire*, de R. Spottiswoode (1983, avec Nick Nolte, Gene Hackman et Jean-Louis Trintignant), qui renvoie dos à dos « les extrémistes de droite et de gauche » (l'éclairage classique des médias) ; *Full metal jacket*, de Kubrick (1987), sur la destruction de Huê, dont il n'a strictement rien à dire, sinon que c'était vraiment très dur pour les GI ; ou même *Salvador*, d'Oliver Stone, qui ne dénonce en définitive ni le rôle des médias ni l'implication réelle des USA dans les crimes commis à travers toute l'Amérique latine à cette

époque. Et il ne s'agit que des plus connus parmi une longue liste, avec, bien sûr, comme référence absolue dans le genre : *Les hommes du président*, de Pakula (1976), sur l'Affaire Watergate, justement évoquée en rappel à la toute fin de *Pentagon Papers*, des fois qu'on aurait oublié pendant le film l'héroïsme sans bornes des journalistes eux-mêmes.

Car, pour changer, ce qu'essaye de nous vendre *Pentagon Papers* de Spielberg, ce n'est pas simplement le dévouement sans faille des journalistes à la liberté de la presse et à la vérité qu'elle est supposée défendre, mais le dévouement héroïque des directeurs et propriétaires de médias eux-mêmes, rien que ça ! - et pas des microscopiques médias dissidents, bien sûr, non, des plus grandes institutions médiatiques de référence aux USA dans les années 1970 (et encore aujourd'hui), c'est-à-dire celles qui, à l'époque, dictaient la ligne éditoriale la plus politiquement correcte sur la Guerre du Vietnam, que tous les autres médias, y compris internationaux, n'avaient plus qu'à reprendre telle quelle, comme parole d'évangile, et à paraphraser aveuglément dans leurs articles, comme ils le font encore aujourd'hui pour l'Irak, la Libye, l'Afghanistan ou la Syrie. Et de nous camper Meryl Streep, même pas en Queen Mary ou Victoria, ingénue héritière du trône ou de l'Empire, assumant bravement et en toute candeur ses responsabilités de souveraine, mais carrément en Jeanne d'Arc inspirée, n'écoutant que son cœur et son dévouement infini à la vérité seule, lui dicter sa conduite au risque de tout perdre, de finir en prison, de louper l'entrée en bourse du *Washington Post*, et de trahir son si cher et proche ami de longue date, le secrétaire à la Défense Robert McNamara. Parce que finalement (mais c'est juste un détail) le *Washington Post* se trouve effectivement à Washington, comme le Pentagone ou la Maison-Blanche, certes, mais de là à oser insinuer qu'il puisse y avoir pour autant collusion entre les plus hautes sphères du pouvoir et la direction du deuxième plus grand journal de référence aux USA, au prétexte que les gens qui travaillent dans ces institutions voisines sont invités aux mêmes « parties » ou fréquentent les mêmes restos le soir après le boulot... Mais pas du tout voyons ! Au journal comme à la Maison-Blanche ou au Pentagone, on a le sens du devoir avant tout, nous assure Spielberg.

Classé secret Défense

Côté ligne éditoriale, il faut bien reconnaître que les documents « ultra confidentiels » fuités dans *Le plus grand canard* de Washington, n'étaient en définitive qu'une étude du département de la Défense sur la guerre du Vietnam, soit littéralement le point de vue de McNamara lui-même sur la guerre, depuis ses prémices (début des années 1950), avec la documentation afférente, en vue d'une publication sur le sujet. Rien de bien dissident à vrai dire... bien au contraire. Ça écornait sans doute quelques mythes au passage, comme le légendaire « pacifisme anti-guerre » de Kennedy, mais ça tombait surtout au bon moment. Spielberg voudrait bien poser le *Washington Post* en leader des contestations anti-guerre des années 1970, ou les *Pentagon Papers* comme le détonateur du mouvement, mais c'est un peu trop gros... Il l'insinue discrètement pour ceux qui, trop jeunes, trop loin, ou trop bien endoctrinés ne savent encore rien de bien précis sur cette époque, il en fait littéralement *Le* tournant crucial de la guerre, mais sans y aller trop franchement quand même. Il n'en reste pas moins totalement calé sur l'éclairage de l'époque et renforce de son mieux les prémices qui ont permis d'enfermer définitivement le débat sur « les leçons de la Guerre du Vietnam » - à mille miles d'une véritable réflexion sur les objectifs réels, les méthodes ou la légitimité de cette guerre - à savoir l'idée ubuesque que « ce sont les médias qui ont perdu la guerre » (ou fait perdre la guerre), un des leitmotivs du Pentagone.

Toujours rabâchée aujourd'hui, cette idée est restée le verrou polémique qui a permis aux autorités US de ne jamais avoir à s'aventurer sur le terrain de la légitimité de leur guerre

elle-même et de ses méthodes : quoi qu'aient pu penser les uns et les autres à l'époque (y compris McNamara), si les médias et les manifestants n'avaient pas discrédité la guerre aux yeux du public, nous l'aurions probablement gagnée ! Mais... voilà !

Evidemment, à voir la bande annonce, on pense à Snowden ou Assange, sauf qu'en réalité, aucune des personnes impliquées dans la publication des *Pentagon Papers* ne risquait le dixième de ce que risquent ceux qui dénoncent réellement les fondements, l'illégitimité et les méthodes réelles des « interventions » militaires des USA ou des pays de l'OTAN en rendant publique la documentation classée « secret Défense » de véritables crimes de guerre., Pris dans leur ensemble, les médias sont avant tout une industrie monumentale au service de l'industrie et des gouvernements. Ils sont généralement cotés en bourse (ils se doivent donc d'enrichir leurs actionnaires) et sont dirigés par des hommes d'affaires ou des *panels* d'hommes d'affaires et d'actionnaires majoritaires, dont les opinions et les intérêts sont on ne peut plus éloignés de ceux de la majorité de leurs lecteurs ou téléspectateurs. Leur métier est simplement de divertir et surtout d'attirer, d'optimiser et de vendre un auditoire à des publicitaires en fonction de grilles horaires précises. Leur fonction sociétale fondamentale est avant tout de promouvoir et légitimer le système (le « modèle » économique occidental) et son mode de fonctionnement, quelles que soient les actions nécessaires à l'élimination dans l'œuf de tout autre modèle économique alternatif, et quelles que soient les conséquences humaines, sociales, économiques ou environnementales de son mode de fonctionnement réel.

Contrairement à ce que laisse entendre le film de Spielberg, les *Pentagon Papers* ne dénonçaient absolument pas la Guerre du Vietnam. C'était seulement la documentation d'une commande du département de la Défense pour conformer la représentation rétrospective de la guerre à l'éclairage du Pentagone. Rien qui remette en cause les fondements ou la légitimité du conflit, ni de ses méthodes. La guerre durait depuis vingt ans, deux générations d'appelés et de militaires s'y étaient succédées et, malgré un rapport de forces formidablement déséquilibré, les Vietnamiens refusaient toujours de plier devant les exigences de Washington. Au bout de vingt ans, le Pentagone restait incapable de présenter un bilan positif ou des résultats tangibles (hormis les destructions). L'offensive du Têt avait démontré en 1968 que tout le programme de destruction mécanique et chimique des zones rebelles et de déportation des populations n'avait servi à rien. Les camps de concentration du « programme révolutionnaire » de Komer avaient été vidés en une journée par l'offensive viêtcong et pratiquement tous les déportés avaient rejoint la résistance, communiste ou non. En 1971, en pleine campagne d'extermination « post Têt », Robert Komer, « Blowtorch Bob », en était effectivement, comme on le voit au début du film, à quémander davantage de troupes pour recommencer à zéro un programme qui, au bout de dix ou quinze ans, venait de s'avérer un fiasco total et sur lequel on demandait au Pentagone de rendre des comptes.

### Réalités de l'époque

En 1971, le public ne soutenait plus la guerre, les milieux d'affaires de moins en moins et devenaient eux aussi la cible des quolibets des manifestants. Faute d'issue décente, il fallait trouver une issue rapide et construire une image de la guerre où la nation ne perde pas complètement la face. Et c'est précisément à cette *psyop* (opération de guerre psychologique) que devait servir la documentation réunie par le Pentagone. Sauf que, présentée par le Pentagone ou par Washington, personne n'en aurait tenu compte. Il fallait un coup d'éclat pour qu'elle passe. Que McNamara ait en réalité supervisé lui-même le vol et la publication de sa propre documentation par les deux plus prestigieux organes de

presse du pays ne fait en réalité guère de doute. Dans *Manufacturing Consent* (caviardé deux fois en français mais à paraître en juin 2018 dans une édition totalement restaurée), Edward S. Herman et Noam Chomsky expliquent :

Les *Pentagon Papers* regorgent de débats et de polémiques autour de l'escalade des bombardements contre le Nord, mais on n'y trouve littéralement rien au sujet des campagnes infiniment plus délétères de bombardements, de défoliation, de destructions de zones immenses par les « charrues de Rome » [bulldozers géants qui anéantissaient villages et plantations, parfois sur des centaines d'hectares], etc., dans un Sud-Vietnam où nous « sauvions » la population d'une « agression ». Concernant le Sud-Vietnam, les débats de stratégie se bornent à la question du déploiement des troupes américaines qui, là encore, risque de coûter cher aux Etats-Unis.

Même le suivisme des autres médias, présenté dans le film comme un magnifique élan de solidarité de toute la presse volant au secours du *New York Times* et du *Washington Post*, n'est que le fonctionnement normal des médias ordinaires par rapport aux grands médias de référence : le *rewriting*. Ça n'a rien d'héroïque. Pour les médias qui n'ont pas les moyens de maintenir correspondants, reporters, photographes, preneurs de son, journalistes et équipes complètes sur place, partout où il se passe quelque chose d'important, il est simplement normal de se contenter de pomper et de paraphraser les scoops et autres articles des grands médias de référence, en les agrémentant simplement de détails croustillants fournis en interne par leurs propres documentalistes. C'est précisément cette pratique du *rewriting* qui pose problème dans la couverture des conflits internationaux car, partout où diplomates, militaires et journalistes US sont sur place, c'est l'éclairage de Washington qui domine dans pratiquement tous les médias internationaux. Cela donne à leurs points de vue et à leur version des faits (et de leur contexte) une position hégémonique aussi scandaleuse que bêtement incontournable.

Evidemment, pour Spielberg comme pour les médias US ou du Bloc de l'Ouest en général, les manifestants qui battaient le pavé dans les années 1970 ne demandaient pas du tout l'arrêt d'une guerre qu'ils trouvaient fondamentalement injuste, abjecte et illégale. A l'instar des gens de la haute, ils demandaient simplement le retour des soldats à la maison et l'arrêt d'un humiliant gaspillage. La guerre était compliquée, certes, quoique probablement gérable sur le long terme, mais de toute façon légitime et nécessaire pour protéger le monde (et le monde occidental en particulier) de l'expansion du « communisme en marche ». Pas question pour Spielberg de s'aventurer au-delà de ça. Et dès lors que la fonction principale de « la magie du cinéma » est de réécrire l'Histoire comme on écrivait jadis des chansons de geste, on se fiche éperdument d'être aux antipodes des réalités de l'époque.

Dans les années 1970, les millions de manifestants dans le monde entier, pas seulement à Washington, demandaient unanimement l'arrêt des massacres et des destructions dans toute l'Indochine, parce que cette guerre était à leurs yeux « fondamentalement injuste, abjecte et illégale ». Les manifestations ne demandaient pas d'épargner les soldats américains mais d'épargner les Vietnamiens, les Cambodgiens, les Laotiens et ce qu'il restait de leurs pays respectifs après vingt ans d'intervention militaire US dans la région en violation de toutes les règles du droit international. Il n'y a pas un mot de tout cela dans le film de Spielberg, pas même le moindre indice.

Pour donner une vague idée de ce dont les *Pentagon Papers* ne parlaient pas, nous donnons dans un second article un bref résumé de ce que le *New York Times* et le *Washington Post*

s'efforçaient scrupuleusement d'occulter à l'époque.

Dominique Arias

Deuxième partie :



[Ce dont les «Pentagon Papers» ne parlaient pas](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Dominique Arias](#), Mondialisation.ca, 2018

---

Articles Par : [Dominique Arias](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)